Réponses

1 - Les méthodes qui ont conduit à la création des gouvernements de Mario Monti (Italie) et Lukas Papademos (Grèce) ont conduit certains observateurs a parler de "l'état d'exception" de Carl Schmitt et a remettre en cause l'existence de l'Union européenne. Quelle est votre opinion à ce sujet?

2 - La crise actuelle a provoqué une sorte de criminalisation de la finance, mis en opposition avec l'économie réelle. Un analyste comme Alexandre Douguine a critiqué cette approche, en soulignant le fait que la finance est l'évolution naturelle du système capitaliste et qu'il, comme le système de production industrielle,suit bien définies stratégies politiques - décidé dans les instances du Club deBilderberg et la Commission Trilatérale - qui traitent des tendances sous-jacentes.Quelle est votre opinion?

3 – Pensez-vous que le retrait forcé de Dominique Strauss-Kahn comme résultat de la sombre histoire de harcèlement sexuel doit être catalogué dans le casier judiciaire ou pensez-vousqu'il a une signification plutôt politique bien défini?

4 - La guerre menée contre la Libye et le pas trop voilée menaces contre la Syrie et l'Iran ont conduit certains analystes à signaler une rupture de continuité entre George W. Bush et Barack Obama concernant la mise en œuvre de la célèbre "Grand Moyen-Orient projet" élaboré par les stratèges néoconservateurs. Vous accord avec cette interprétation?

5 - Les émeutes qui ont secoué une partie importante de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient ont divisé le front des analystes en deux factions principales: le premier tend à considérer le désir de démocratie comme le véritable moteur de la soi-disant «printemps arabe», la seconde est prise de mettre en évidence l'aspect religieux et de parler de «réveil islamique». Quelle est votre opinion personnelle?

6 - Iran, Israël et la Turquie sont radicalement redéfinir leurs positions diplomatiques. L'Iran soutient la Syrie de Bachar Al-Assad et opposées irréductiblement a Israël, la Turquie a abandonné la politique de «bon voisinage» inauguré par le ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoglu à se déchaîner contre le régime baasiste syrien et rompre les relations avec Israël. Benjamin Netanyahu, cependant, semble être extrêmement rigide à l'égard de la Turquie, de l'Iran, de la Syrie et du Fatah, surtout après la demande de reconnaissance de la Palestine faite par Abbas à l'ONU. Que pensez-vous causé cette révolution?

7 - Dans les mois à venir il y aura les élections présidentielles en Russie, qui a très probablement confirmer la primauté du parti Russie Unie et consacrer le retour de

Vladimir Poutine - encouragé à Zhirinovskij, Ziouganov et Prokhorov – a la présidencede. Mikhaïl Gorbatchev a chevauché la vague decontestation contre Poutine pour lui demander de "quitter le pouvoir immédiatement." Quelle est votre avis de Gorbatchev et ce que vous pensez être le résultat des élections russes?

8 - Dans les années ‘70, Richard Nixon et Henry Kissinger a exploité les tensions entre la Chine et le Vietnam pour reconnaître la légitimité de Mao Tse Tung et porter un coup à l'alliance communiste, provoquant l'isolement international de l'Union Soviétique, et quelques années après le conseiller (sous l'administration Carter) Zbigniew Brzezinski a conçu une stratégie qui a retenu l'Armée Rouge dans le bourbier terribles en Afghanistan. Pensez-vous que le retour de Brzezinski et de la reprise d'une politique moins musclé que celle préconisée par George W. Bush font partie d'un plan américain pour contrer le rapprochement entre la Russie et la Chine actuellement en place?

9 - L'affirmation de la soi-disant BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) et la crise profonde qui affect les Etats-Unis sont a l'origine d'un changement de l'ordre géopolitique mondial dans un sens qui reflète l'équilibre réel du pouvoir international. Que pensez-vous sera la structure du nouvel ordre mondial et quel sera le sort des Etats-Unis?

1) Je ne suis pas tout à fait sûr que l'on puisse parler d'« état d'exception » pour qualifier les circonstances qui ont vu l'arrivée au pouvoir de Mario Monti et de Lukas Papademos. Mais si on le faisait, il faudrait se rappeler que, pour Carl Schmitt, l'état d'exception a surtout l'intérêt de révéler où se situe la souveraineté. « Est souverain, dit Schmitt, qui décide dans [et sur] l'état d'exception ». Dans le cas présent, ce sont de toute évidence les marchés financiers qui sont devenus souverains, puisque les hommes politiques leur ont abandonné le terrain. Les Etats se sont endettés pour sauver les banques. Après quoi les financiers et les banquiers en ont profité pour investir des postes stratégiques au sein de l'Union européenne.

Faut-il dire que la situation actuelle remet en cause l'existence même de l'Union européenne ? Je ne le crois pas. La fin éventuelle de l'euro ne serait pas la fin de l'Europe. La crise actuelle est d'ailleurs avant tout une crise des dettes souveraines. Le problème de l'euro ne constitue qu'une circonstance aggravante. N'oublions pas non plus que, contrairement à ce que beaucoup de gens s'imaginent, le dollar est aujourd'hui dans une situation pire encore que l'euro. C'est d'ailleurs avant tout pour sauver le dollar que les marchés financiers ont déclenché une guerre contre l'euro.

2) Je suis tout à fait d'accord avec Alexandre Douguine pour dire que, la logique du profit étant le moteur du système capitaliste, la distinction que l'on fait couramment entre capitalisme industriel et capitalisme financier est assez artificielle. Il n'y a pas un « bon » et un « mauvais » capitalisme, il n'y a que le capitalisme tout court. Cela dit, on ne peut nier que le capitalisme a évolué au cours des 30 dernières années dans une direction qui

a constamment favorisé l'autonomie de son secteur proprement financier. A l'heure actuelle, les marchés échangent certains jours l'équivalent de dix fois le PIB mondial, ce qui montre l'ampleur de la déconnection avec l'économie réelle. La globalisation a en outre favorisé l'emprise désormais planétaire des marchés financiers. Le capitalisme actuel est un capitalisme « déterritorialisé » qui n'a plus grand-chose à voir – sinon la même tendance à tout dévorer devant lui – avec le capitalisme de la fin du XIXe siècle ou du début du XXe siècle, qui était encore lié aux Etats-nations. Le « turbo-capitalisme » investit et produit partout où il y trouve avantage. C'est la raison pour laquelle les classes moyennes, que la croissance économique avait naguère favorisées, se retrouvent aujourd'hui menacées et en voie de déclassement.

Croire par ailleurs que le système capitaliste obéit à des stratégies décidées par le Club de Bilderberg ou la Commission Trilatérale me semble extrêmement naïf, et même un peu puéril. Cette croyance relève d'un très classique « conspirationnisme » droitier. Les gens de droite veulent toujours tout expliquer par l'action nocive d'un petit nombre de personnes. C'est la raison pour laquelle ils ne comprennent jamais les effets systémiques qui résultent de l'agencement des structures. Des organisations comme le Club de Bilderberg ou la Commission Trilatérale sont au mieux des lieux de concertation, en même temps que des outils de la Forme-Capital. Ce ne sont pas les endroits où l'on décide. Personne ne décide d'engager la Forme-Capital dans telle ou telle direction. C'est elle-même qui se développe en suivant sa logique propre, qui est une logique de l'illimité. Le capitalisme, c'est à la fois un système très efficace d'exploitation du travail vivant, qui engendre fétichisme de la marchandise et réification des rapports sociaux, et un appareil autonome d'accumulation illimitée du capital. Sur ce point, Marx ne s'est pas trompé. Ce qu'il dit de la nature profonde du capital pourrait être utilement rapproché de ce qu'a écrit Heidegger à propos du *Ge-stell*.

3) Je ne crois pas beaucoup à l'hypothèse d'un « complot » politique contre Dominique Strauss-Kahn. L'ancien directeur général du FMI avait de longue date manifesté une tendance à se placer lui-même dans des situations difficiles en raison de ses habitudes ou de ses obsessions sexuelles. Il se trouve seulement que les Américains sont en ce domaine moins tolérants que les Européens. Nul ne saura sans doute exactement ce qui s'est passé à l'hôtel Sofitel de New York le 14 mai 2011. Ce qui est certain, c'est que cet incident a ruiné les chances de Dominique Strauss-Kahn d'être élu président de la République française au printemps prochain, ce que je trouve une bonne chose.

4) Il y a entre George W. Bush et Barack Obama une évidente différence de style, de méthode et de tempérament. Leurs présidences respectives se sont également déroulées à des moments historiques différents. George W. Bush est arrivé à la Maison-Blanche à un moment où, après l'effondrement du système soviétique, les Etats-Unis pouvaient espérer s'imposer comme la seule hyperpuissance mondiale. Dans ce moment « unipolaire », les néoconservateurs ont pu rêver d'un « nouveau siècle américain ». Ce rêve s'est effondré, d'abord avec l'échec des guerres menées en l'Irak et en Afghanistan, mais aussi en raison du rôle grandissant joué par les pays émergents. Enfin, les Etats-Unis ont eux aussi été frappés de plein fouet par la crise financière mondiale, qui vient s'ajouter à leurs difficultés intérieures et menace désormais le rôle international du dollar. Pour toutes ces raisons, Barack Obama n'a pu poursuivre sur la lancée de son prédécesseur.

Mais si l'on veut apprécier la politique étrangère des Etats-Unis, on ne doit pas seulement tenir compte de la conjoncture. On doit aussi se souvenir que les Etats-Unis

ont toujours eu, pour l'essentiel, les mêmes objectifs en politique internationale. Qu'ils soient dirigés par des républicains ou des démocrates, qu'ils se replient sur l'isolationnisme ou qu'ils privilégient l'interventionnisme de type « wilsonien », leur but principal est toujours de favoriser les intérêts de la puissance de la Mer (l'« île » américaine) sur ceux de la puissance de la Terre (le continent eurasiatique), d'empêcher l'apparition en quelque endroit du monde d'un compétiteur capable de rivaliser avec eux, et d'œuvrer à l'unification de la planète en propageant partout leur mode de vie et leur modèle de « développement ». Les Américains, pourrait-on dire, ont toujours eu tendance à considérer que le monde ne deviendra pour eux vraiment compréhensible que le jour où il aura été complètement américanisé.

5) Il me semble que la question ne se pose plus aujourd'hui. L'actualité récente a en effet montré l'erreur commise par les analystes du premier type, puisque ce sont des islamistes, et non des partisans de la « démocratie libérale » américaine, qui ont remporté toutes les « élections libres » qui se sont déroulées à l'automne dernier. Au Maroc, les islamistes du Parti de la justice et du développement (PJD) sont arrivés en tête aux élections. En Tunisie, les islamistes du parti Ennada et leurs alliés ont remporté plus de 50 % des voix. En Egypte, ce sont les Frères musulmans et les mouvements salafistes qui ont été les grands vainqueurs du scrutin, avec plus de 70 % des voix.

On commettrait cependant une autre erreur en interprétant ces succès des mouvements islamistes sous un angle exclusivement religieux. L'islamisme est à mon avis un phénomène politique et culturel beaucoup plus que religieux *stricto sensu*, même s'il emprunte volontiers le vocabulaire de la religion. Les islamistes sont ceux qui constatent que la décolonisation n'a jusqu'ici été réalisée que dans le domaine politique (avec l'accession des anciennes colonies à l'indépendance), et parfois dans le domaine économique, mais que la décolonisation culturelle n'a pas encore eu lieu. L'islam fait aujourd'hui partie de l'identité des pays du Maghreb et du Proche-Orient. C'est un élément fondateur de cette identité qui, comme tel, va bien au-delà de la seule religion. Dans le passé, les Etats-Unis ont constamment soutenu les mouvements islamistes pour contrecarrer la montée des nationalismes arabes laïcs, qu'ils suspectaient à l'époque de la guerre froide d'être trop liés à l'Union soviétique. L'islamisme est aujourd'hui avant tout une revendication identitaire. Que cette revendication s'exprime à l'encontre des puissances occidentales est dans la nature des choses.

6) Le seul véritable changement concerne la Turquie, qui a en effet adopté depuis quelque temps des positions anti-israéliennes, voire anti-américaines, dont ce pays membre de l'OTAN n'était pas jusqu'à présent coutumier. Mais l'ampleur réelle de ce changement est encore à déterminer. Sur le plan militaire, par exemple, la coopération entre Israël et la Turquie semble se poursuivre. Il est probable que les dirigeants turcs sont assez divisés, et qu'en coulisses différentes factions s'affrontent. Je pense aussi que cette réorientation de la politique étrangère turque pourrait bien signifier que la Turquie a plus ou moins perdu tout espoir de voir sa candidature à l'entrée de l'Union européenne acceptée par les Européens. C'est pourquoi, mettant à profit la position géopolitique qui est la sienne, elle développe aujourd'hui une politique « pan-turque » (« touranienne ») en direction des anciennes républiques turcophones d'Union soviétique, et aussi des pays voisins.

Ce nouveau cours de la politique étrangère turque aurait tout pour plaire à l'Iran si les deux pays ne campaient pas sur des positions opposées concernant la Syrie. Téhéran ne dissimule pas son soutien au président Bachar al-Assad, alors que les Turcs apportent au

contraire leur aide à l'opposition. Quant à l'Etat d'Israël, il continue à maintenir sa politique répressive vis-à-vis des Palestiniens. La réaction de Benjamin Netanyahou après la démarche faite par Mahmoud Abbas à l'ONU, sa fureur après la décision de l'Unesco de reconnaître un Etat palestinien, la reprise de la colonisation dans les territoires occupés en dépit des mises en garde de la communauté internationale, montrent que les Israéliens sont moins que jamais disposés à accepter la naissance d'un Etat palestinien doté de tous les attributs de la souveraineté.

7) Gorbatchev est un homme complètement démonétisé, qui n'a plus aucune influence en Russie. Les Occidentaux font appel à lui pour critiquer Poutine, mais ce n'est pas cela qui va changer sur place le cours des choses. Il n'en est pas moins vrai qu'il y a eu des fraudes à l'élection du 4 décembre dernier, et que les manifestations qui leur ont fait suite témoignent d'une certaine perte de popularité de Poutine. Toute la question est de savoir quelle a été l'ampleur de ces fraudes, et si Poutine a véritablement perdu le soutien du peuple russe. D'après les renseignements que j'ai pu obtenir, les fraudes n'ont en réalité favorisé le parti Russie Unie que de manière assez marginale. Sans ces fraudes, Russie Unie aurait peut-être obtenu 2 ou 3 % des voix en moins, mais serait quand même arrivé en tête. Quant à la popularité de Poutine, on verra bien les résultats de la prochaine élection présidentielle. Poutine à mon avis recueillera moins de voix qu'en 2004 (il avait alors obtenu 71 % des suffrages), mais je serais très étonné qu'il ne soit pas réélu. Les Russes n'ont pas oublié que c'est quand même à lui qu'ils doivent leur prospérité économique actuelle et la restauration de l'autorité de l'Etat.

Le problème est que les observateurs occidentaux commettent vis-à-vis de la Russie exactement la même erreur qu'à propos du « printemps arabe ». Il s'imaginent que les adversaires de Poutine sont des défenseurs de la « démocratie libérale » à l'américaine ! Rien n'est plus faux. Les manifestations de décembre dernier – qui ont été encouragées par les Américains, tout comme ils avaient appuyé dans le passé les « révolutions colorées » d'Europe de l'Est – ont montré que ceux qui critiquent Poutine le font pour des raisons différentes, et même complètement opposées. Les uns lui reprochent d'être un « autocrate », d'autres de ne pas être assez nationaliste, de ne pas être assez communiste, de n'être pas assez libéral, d'être trop pragmatique, de ne pas critiquer plus radicalement les Etats-Unis, etc. L'opposition à Poutine n'est pas un programme, mais une cacophonie politique. Il ne faut pas oublier, de surcroît, que les libéraux du mouvement Iakoblo représentent à peine 4 % dans les sondages. Tous les autres grands partis sont au moins aussi peu « Occidentaux » que Russie Unie, qu'il s'agisse du parti Russie juste, du parti communiste de Guennadi Ziouganov ou du mouvement nationaliste dirigé par l'extravagant Jirinovski. Les Américains ne tiennent pas compte de cette réalité parce qu'ils croient toujours que les autres sont comme eux. Ils ne comprennent pas l'altérité. C'est l'une des causes de leurs déboires en matière de relations internationales.

8) Les Etats-Unis font bien entendu tout pour empêcher un rapprochement de la Chine et de la Russie. Ils font également tout pour limiter la zone d'influence de ces deux pays. Dans son livre *The Grand Chessboard*, paru en 1997, Zbigniew Brzezinski, énumérant les « impératifs géostratégiques » que les Etats-Unis devaient respecter pour maintenir leur hégémonie mondiale, mettait déjà en garde contre « la création ou l'émergence d'une coalition eurasienne » qui « pourrait chercher à défier la suprématie américaine ». « Qui contrôle l'Eurasie, ajoutait-il, contrôle le monde ». Les choses sont donc claires. L'objectif se résume en trois mots : encercler, déstabiliser, balkaniser.

La stratégie d'encerclement de la Russie comprend l'installation de nouvelles bases militaires en Europe de l'Est, l'implantation de systèmes de défense antimissiles en Pologne, en République tchèque et en Roumanie, le soutien à l'adhésion de l'Ukraine et de la Géorgie à l'OTAN, la poursuite d'une politique agressive visant à disloquer l'influence russe dans les régions névralgiques de la mer Noire, de la mer Caspienne et du Caucase. En matière d'approvisionnement énergétique, cette stratégie conduit à tenter de contrôler les oléoducs d'une Asie centrale transformée en protectorat américain, à encourager le développement à partir de la Caspienne d'oléoducs contournant la Russie pour déboucher vers la Turquie, et à limiter le plus possible l'accès des tankers russes aux détroits du Bosphore et des Dardanelles. La mise en place d'un « arc de crise » visant à déstabiliser l'espace d'influence traditionnel de la Russie dans les régions du Caucase, de l'Afghanistan et de l'Asie centrale ne se comprend que dans cette perspective.

Parallèlement, il s'agit d'élargir massivement l'OTAN en Europe orientale et balkanique jusqu'aux frontières de la Russie, à l'intérieur même de l'ancienne Union soviétique, de dissuader l'Union européenne de se doter d'une capacité de défense indépendante, et de freiner le plus possible le rapprochement de l'Allemagne et de la Russie.

9) Nous sommes aujourd'hui dans une période de transition, dans un interrègne. L'ordre bipolaire instauré à Yalta à la fin de la Deuxième Guerre mondiale s'est effondré en même temps que le Mur de Berlin. Le nouvel ordre géopolitique mondial est encore à naître, mais il est déjà clair que le nouveau « *Nomos* de la Terre », pour reprendre l'expression de Carl Schmitt. ne sera pas unipolaire, mais multipolaire. Ce ne sera pas un *universum*, mais un *multiversum*. Dans ce contexte, la lutte entre la puissance de la Mer et la puissance de la Terre, les contradictions entre les Etats-Unis et le « reste du monde », sont appelées à s'exacerber. Le rôle qu'y jouera l'Europe est le secret de l'avenir.